



Orange SA
78, rue Olivier de Serres
75505 PARIS

A l'attention de Monsieur Stéphane RICHARD,
Président Directeur Général

Paris, le 14 décembre 2020

Objet : Négociation prévoyance pour les fonctionnaires.

Monsieur le Président Directeur Général,

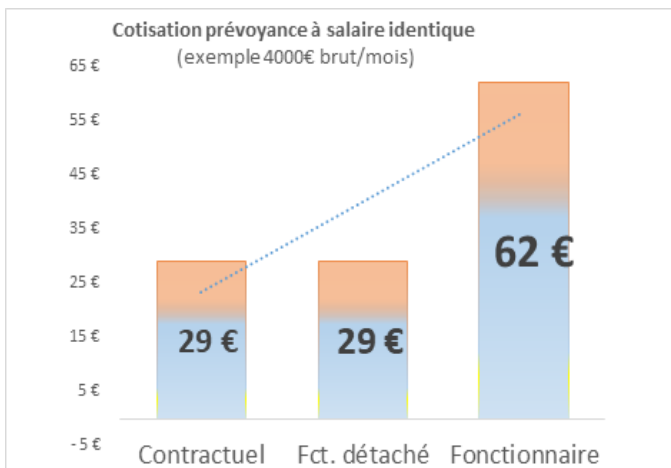
Les salariés et les mandataires sociaux d'Orange, dont vous faites partie, bénéficient du même régime collectif obligatoire de prévoyance et de complémentaire santé.

Historiquement, les fonctionnaires d'Etat adhèrent volontairement et à titre individuel à une mutuelle santé et prévoyance dont ils assument intégralement la charge.

En 2018, dans le cadre de la loi généralisant la complémentaire santé dans toutes les entreprises, Orange a étendu cette protection sociale – initialement réservée aux salariés de droit privé – aux fonctionnaires. Ainsi, pour des garanties identiques, les salariés et les fonctionnaires d'Orange cotisent le même montant en euros.

Une négociation est en cours en vue de mettre en place en 2021 un régime collectif obligatoire de Prévoyance pour les risques lourds – le décès, l'invalidité et l'incapacité de travail. Le cadre de la négociation prévoit que les garanties pour les fonctionnaires seraient actuariellement identiques à celles des salariés de droit privé et que le régime collectif obligatoire se substituerait pour tout ou partie à la couverture individuelle et facultative des fonctionnaires d'Orange SA.

Pourquoi la négociation achoppe-t-elle sur la contribution d'Orange ?



A salaire complet identique (brut), la cotisation prévoyance entre un salarié et un fonctionnaire serait du simple au double.

En l'état, la proposition d'Orange générerait des écarts de cotisation clairement disproportionnés et incompréhensibles par les fonctionnaires.

D'autant que les fonctionnaires en auto-détachement ou hors cadre à Orange SA peuvent bénéficier des mêmes garanties que les contractuels sans que cela représente de difficulté de cotisation.

Aussi, en regard d'un traitement homogène indépendant du statut, l'ensemble des organisations syndicales revendiquent une prise en charge de la cotisation Prévoyance par l'entreprise à 83% et non pas à 63% comme dans l'actuel projet afin de permettre aux fonctionnaires d'Orange de bénéficier d'une protection sociale de haut niveau à coût comparable.

En augmentant sa contribution de 20 points, Orange annule l'écart de cotisation entre fonctionnaires et salariés. Cela représente pour l'année pleine 2021, un effort de 8 millions d'euros supplémentaires.

Ayant collectivement la volonté d'aboutir, les 5 organisations syndicales vous proposent de :

1. Décaler la mise en œuvre au 1^{er} juillet 2021 ce qui réduit l'effort d'Orange de 4M€.
2. Prélever l'équivalent de 2 mois de cotisation santé sur les importantes réserves de la complémentaire santé des fonctionnaires, ce qui fera économiser à l'entreprise 2.5M€
3. Abaisser la cotisation de la complémentaire santé de 10 à 15% pour arrêter la constitution de réserve

Ces trois mesures permettent d'annuler l'effort de cotisation supplémentaire pour 2021.

En outre, cela permet de détendre l'agenda opérationnel du SI paie en cette période sensible et chargée. De limiter autant que possible le recours à des opérations manuelles pour traiter les arrêts de travail avant les mises à jour du système RH.

Pour les années suivantes, ce sont les départs naturels, la décroissance significative des effectifs liée à la pyramide des âges des fonctionnaires d'Orange, la mise en œuvre des décrets PPCR et l'accélération des départs en Temps Partiel Sénior (TPS) induite par la fin du dispositif actuel au 31/12/2024 qui rendent indolore le coût de cette mesure.

Quatre mois de décalage par rapport à l'agenda proposé par Orange procurent 9.7 millions d'euros d'économie sur la cotisation fixée initialement à 63% par Orange.

D'autres motifs militent en faveur de l'équivalence de cotisation et de traitement entre les statuts, tels que la mobilité et le retour en position normale d'activité pour les fonctionnaires détachés.

Enfin, le caractère collectif et obligatoire de ce nouveau régime de prévoyance protégera les fonctionnaires d'Orange des aléas de la vie et facilitera le traitement des situations difficiles par des personnes tentées par une dispense peu opportune dans le cadre d'une décision unilatérale.

Vous ne pouvez ignorer l'investissement des fonctionnaires d'Orange, qui, depuis plusieurs décennies ont su s'adapter à toutes les évolutions de l'Entreprise, apportant professionnalisme, sérieux et valeur ajoutée à Orange.

Ce serait une juste reconnaissance pour eux, que de gommer les différences de traitement qui perdurent depuis 20 ans dans la prise en charge de leur couverture santé-prévoyance.

Nous restons à la disposition de vos équipes pour reprendre sur cette base de discussion et conclure rapidement cette négociation

Veuillez agréer, Monsieur le Président Directeur Général, l'assurance de notre parfaite considération,

Pour la CFDT F3C, **Mme Hélène JUILLARD**,
Pour la CFE CGC Orange, **Mme Pascale PEGOT**,
Pour la CGT FAPT, **M. Ali ZAÏRI**,
Pour FO Com, **Mme Martine GILLOT**,
Pour SUD-PTT, **Mme Valérie CAPUTO**,

Copie :

M. Gervais PELLISSIER – Directeur Général Délégué, People & Transformation

Mme Line PÉLISSIER – Directrice Itinéraires Professionnels et Reconnaissances

